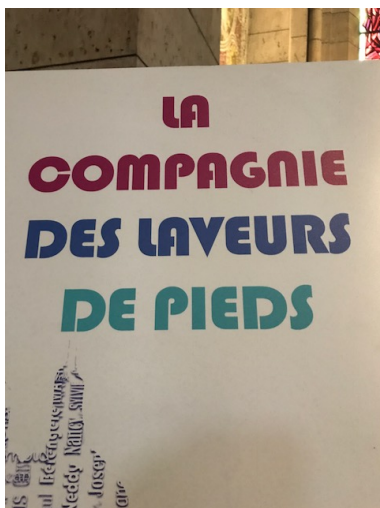


<https://www.pouruneconstituante.fr/spip.php?article1651>



Fonctionnaires loyaux ?

- Qui sommes-nous ? - Glossaire du citoyen -



Date de mise en ligne : samedi 6 juillet 2019

Copyright © ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE - Tous droits

réservés

Un mot : Fonctionnaire

Pour Emmanuel Macron, certains hauts fonctionnaires, réticents à sa politique, empêcheraient la mise en oeuvre des réformes gouvernementales. Durant la campagne présidentielle de mai 2017, il avait déjà évoqué la nécessité de remplacer des têtes dans l'administration. Depuis le printemps 2019, il passe à l'acte : la valse des titulaires dans tous les secteurs s'accompagne de menaces sur l'École nationale d'administration que le président a voulu un temps supprimer (pour la remplacer par quoi ?), de projets de réformes des concours administratifs, de dénigrement du statut de la fonction publique.

On peut comprendre qu'un gouvernement soit attentif à la manière dont l'administration met en oeuvre ses directives politiques. Quoi de plus normal ? Mais ce n'est pas ce dont il s'agit ici. Emmanuel Macron voit l'administration comme une armée à son service. En effet, le statut de la fonction publique imaginé par le Conseil national de la résistance est destiné prémunir les agents de pressions indues de l'Etat ; le système très français des concours vise à garantir l'égalité des citoyens devant les emplois publics conformément à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 ; les fonctionnaires hexagonaux sont connus depuis toujours, et dans le monde entier, pour leur compétence et leur sens du devoir (ils sont très appréciés pour cette raison dans les organisations internationales).

Une illustration parmi d'autres de la volonté de soumettre les fonctionnaires : les pressions exercées sur des enseignants critiquant le ministre Blanquer et les sanctions infligées à certains d'entre eux. Le ton avait été donné à l'été 2017 lorsque le président avait réprimandé le chef d'état-major des armées Pierre de Villiers pour des propos tenus... devant une Commission deAssemblée nationale. Celui-ci avait fini par démissionner.

La chasse aux fonctionnaires n'est pas un art nouveau. Il est depuis longtemps de bon ton de stigmatiser ces fainéants, ces inutiles, ces prédateurs de la richesse nationale. Les désigner à la vindicte publique avait, depuis François de Closets jusqu'à Nicolas Sarkozy, l'avantage de diviser le monde salarial, de dévoyer les aspirations des uns sur la haine des autres.

La critique de la garantie de l'emploi dont bénéficient les agents de l'État s'appuie sur l'idée *a priori* que cette sécurité est majoritairement rejetée par nos concitoyens, qu'elle est absurde, ce qui avait permis, il y a quelques années, à Florence Parizeau de déclarer sans provoquer de révolution : « la vie, l'amour, la santé sont précaires, pourquoi le travail ne le serait-il pas ? ». Ainsi, les travailleurs se battraient eux-mêmes pour la précarité.

Cette volonté d'asservir les fonctionnaires se manifeste toujours sous le même prétexte. Elle est profondément liée au désir de détruire l'État en tant qu'instrument au service des citoyens, de faire de l'administration un outil docile vis-à-vis des intérêts particuliers, d'en finir avec l'intérêt général autant qu'avec les services publics. Car nul n'ignore que la garantie de l'emploi pour les fonctionnaires est aussi la garantie de leur indépendance politique.

Tout est bon pour ces objectifs. L'être humain ne doit plus être qu'une machine obsédée par la réussite et l'écrasement du voisin. Le Dieu concurrence transforme les individus en bêtes sauvages. Et voici nos chiens de garde du système, imbéciles heureux de la concurrence, qui font un paradis de ces évolutions inhumaines. Il faut écouter un des principaux porte-parole du tout-privé qui a nom Christophe Barbier, invité perpétuel des plateaux télé, dissenter sur LCI à propos de France Télécom. Dans ses déclarations, aucune sympathie pour les suicidés méprisés comme inadaptés, aucun mot d'une quelconque humanité. Non, « la situation est la faute de l'État qui a trop protégé ses salariés ... Il ne faut pas créer des contraintes (inspecteurs du travail) qui ralentiraient la mutation ; il faut au contraire l'accélérer ; ...on a transféré des moutons sans les former dans un lieu où rodent des loups, etc. » En bref, lorsque les salariés seront devenus de bêtes féroces, ils ne se suicideront plus, ces empêcheurs de bien gérer en rond !

Fonctionnaires loyaux ?

On mélange volontairement tout. La volonté de transformer les fonctionnaires en obsédés de la rentabilité n'a rien à voir avec le souci légitime que les directeurs d'administration centrale mettent en oeuvre la politique décidée par l'exécutif. En mélangeant les questions, Macron fait semblant d'oublier que les postes principaux dans l'administration sont à la disposition des ministres. Le statut de la fonction publique sépare en effet le grade et la fonction, le grade, conséquence du travail et de l'ancienneté, garantissant l'indépendance du fonctionnaire, la fonction étant à la disposition des responsables de l'Etat. En fait, ce qu'ils veulent, c'est avoir des larbins à leur main.

Ce n'est pas envers l'Etat que Macron exige la loyauté mais envers sa personne au moment où la politique gouvernementale prive les services publics de moyens et le soumet à des logiques managériales venues de l'entreprise privée.